

Arrêté n° PCICP2025027-0001

Arrêté préfectoral complémentaire encadrant les activités de fabrication d'alimentation animale de la société SOUFFLET AGRICULTURE pour son site SOUFFLET NOGENT GARE situé sur le territoire de la commune de NOGENT-SUR-SEINE

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment le livre V ;

VU le décret n°2012-1304 du 26 novembre 2012 relatif à la modification de la rubrique 2160 « silos », distinguant notamment les silos plats des silos verticaux ;

VU le décret n°2014-235 du 3 mars 2014 relatif à la création des rubriques 4130 et 4140 « toxique aiguë de catégorie 3 », 4510 et 4511 « dangereux pour l'environnement aquatique », 4702 « engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium », 4734 « produits pétroliers spécifiques et carburants », 4331 « Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 » et 1436 « Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C » ;

VU le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 relatif à la modification de la rubrique 1510 « entrepôts » ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux silos plats relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 93-2788 A du 25 août 1993 autorisant la société SOUFFLET AGRICULTURE à exploiter à NOGENT-SUR-SEINE (site de la gare) des silos de stockage de céréales d'une capacité totale de 50 160 m³ ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-0098 du 11 janvier 2007 pris à la suite de la mise à jour de l'étude de dangers ;

VU l'arrêté préfectoral n°10-0786 du 26 mars 2010 pris à la suite de la modification des quantités d'engrais et de produits agropharmaceutiques sur le site ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2024316-0001 du 11 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU la demande d'antériorité sollicitée par courrier de l'exploitant le 15 mars 2013 relative à la rubrique 2710, à la suite de la parution du décret n°2012-384 du 20 mars 2012 ;

VU la demande d'antériorité sollicitée par courrier de l'exploitant le 26 février 2016 relative aux rubriques 4130, 4140, 4510, 4511, 4702, 4734, 4331 et 1436 à la suite de la parution du décret n°2014-235 du 3 mars 2014 ;

VU la demande d'antériorité sollicitée par courrier de l'exploitant le 23 décembre 2021 relative à la rubrique 1510, à la suite de la parution du décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées, établi à la suite de la visite d'inspection sur site du 19 avril 2022 ;

VU le porter-à-connaissance du 6 septembre 2022 informant le préfet des modifications apportées sur site ;

VU les compléments apportés en date du 6 février 2023, intégrant notamment la demande d'aménagement des distances au regard des tiers ;

VU le courriel du 6 septembre 2024 indiquant l'abandon du stockage en vrac des aliments dans le bâtiment « tourteaux B » au profit du stockage de matières combustibles pour une quantité inférieure à 500 t ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 2 décembre 2024 ;

VU l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet ;

CONSIDÉRANT d'une part, qu'il convient de mettre à jour la situation administrative du site au regard des différentes demandes d'antériorité et des évolutions de la nomenclature des ICPE ;

CONSIDÉRANT d'autre part, que les bâtiments « Tourteaux A » et « Tourteaux B » stockaient initialement des engrais solides en vrac, pour des volumes non classés au titre de la rubrique 4702, et qu'ils ont changé d'usage ;

CONSIDÉRANT que le bâtiment « Tourteaux A » est dorénavant dédié à la fabrication et au stockage d'alimentation animale, ce qui l'inclut dans la rubrique 2160-1 relative aux silos plats ;

CONSIDÉRANT que le bâtiment « Tourteaux B », distant de 60 m de l'entrepôt principal, est dorénavant dédié au stockage de matières combustibles pour une quantité inférieure à 500 t, ce qui le rend non-classé au titre de la rubrique 1510 relative aux entrepôts ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a sollicité un aménagement de la prescription relative à la distance d'implantation du bâtiment « Tourteaux A », fixée à 25 m, en démontrant, par une modélisation prenant en compte les dispositions constructives du bâtiment et les volumes stockés, que :

- les niveaux de surpression liés aux effets dominos (200 mbar), aux effets létaux (140 mbar) ou aux effets irréversibles (50 mbar) ne sont pas atteints ;
- la distance aux tiers (6,52 m) est supérieure à la distance d'effondrement du bâtiment (5m) ;

CONSIDÉRANT que l'instruction du porter à connaissance susvisé démontre que les modifications apportées au projet ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT, par conséquent, qu'il convient d'actualiser les prescriptions afférentes ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La société SOUFFLET AGRICULTURE à NOGENT-SUR-SEINE, dénommée ci-après l'exploitant, est autorisée à poursuivre l'exploitation des activités autorisées pour le site sis Avenue Beauregard sur la commune de NOGENT-SUR-SEINE par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 93-2788 A du 25 août 1993, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°07-0098 du 11 janvier 2007 et n°10-0786 du 26 mars 2010, complété par les dispositions ci-après.

Article 2 : Classement des installations

L'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°10-0786 du 26 mars 2010 est remplacé par les dispositions suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation et Quantité autorisée	Régime
2160-1	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable 1. Silos plats : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³	Silo n°4 40 214 m ³ 2 nettoyeurs : 10 kW Bâtiment « Tourteaux A » 4 cases x 250 m ³ = 1 000 m ³ Mélangeuse : 34 kW Total : 41 000 m ³	E
2160-2	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable 2. Autres installations : b) Si le volume total des stockages est supérieur à 5 000 m ³ mais inférieur ou égal à 15 000 m ³	Silo n°1 : 1 273 m ³ Silo n°2 : 2 949 m ³ Silo n°3 : 5 724 m ³ Volume total 9 946 m ³	DC

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation et Quantité autorisée	Régime
1510-2	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	Stockage sacs de grains, de semences, bois, papiers et cartons, divers IPD1 : Entrepôt Quantité de matières combustibles > 500 t Volume de l'entrepôt 13 100 m³ incluant 2 installations d'ensilage d'aliments 10 kW + 1,54kW	DC
2175	Dépôt d'engrais liquide en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 L. Lorsque la capacité totale est supérieure à 100 m ³	240 m ³	D
2710-2	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	Collecte des produits phytopharmaceutiques non utilisés (PPNU) 299 m ³	DC
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	95 t	D

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Article 3 : Statut de l'établissement

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour que le seuil Seveso bas ne soit pas atteint.

Article 4 : Bâtiment « Tourteaux B » - 1510 Non classé

Le bâtiment dénommé « Tourteaux B » (IPD2) est distant de 60 m de l'entrepôt de stockage (IPD1). La quantité de matières combustibles stockées dans ce bâtiment est inférieure à 500 t.

Article 5 : Aménagements des prescriptions

En référence à la demande de l'exploitant (article R. 512-46-5 du code de l'environnement), les prescriptions de l'alinéa 3 de l'article 5 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 sont aménagées comme suit :

« Les différentes parties du silo (la tour de manutention, la fosse d'élévateurs, les cellules fermées, les bâtiments abritant les cellules ouvertes et les galeries) sont implantées à une distance minimale de 5 mètres. ».

Article 6 : Stockage d'huile

Le stockage d'huile dans le bâtiment « Tourteaux A » est limité à 1 000 L et placé sur une rétention adaptée.

Article 7 : Sécurité des installations

Les dispositifs de contrôle de dysfonctionnement (rotation, bourrage, disjoncteurs thermiques, ...) sont présents et opérationnels sur l'élévateur, la vis et la mélangeuse.

Article 8 : Notification de l'arrêté et publicité

Le présent arrêté est notifié à monsieur le directeur de la société SOUFFLET AGRICULTURE.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de NOGENT-SUR-SEINE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de NOGENT-SUR-SEINE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Le présent arrêté est envoyé à chaque conseil municipal et chaque collectivité locale consultés.

Il est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de NOGENT-SUR-SEINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le 27 JAN. 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.